

L'Observatoire financier
des entreprises agroalimentaires

L'OBSERVATOIRE 38

AGRICULTURE ET
AGROALIMENTAIRE,
UNE AFFAIRE D'EXPERTS

L'Observatoire financier des entreprises agroalimentaires a pour objectif de mettre en évidence les tendances du secteur sur les principaux agrégats : activité, marges, rentabilité, endettement et capacité à investir.

Ce numéro 38 est consacré à la filière Lait. Les données analysées sont issues des bilans 2023 jusqu'au 31/03/24. Les analyses et commentaires ont été réalisés par les experts de la Direction de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Crédit Agricole.



Analyse économique et financière des entreprises de la filière Lait

CONSULTEZ NOS PUBLICATIONS EN LIGNE

<https://etudes-economiques.credit-agricole.com>

- ▶ Rubrique Secteur
- ▶ Agriculture et Agroalimentaire





Analyse économique et financière des entreprises de la filière Lait

CE QU'IL FAUT RETENIR

ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

CHIFFRES CLÉS

CE QU'IL FAUT RETENIR

UNE BAISSÉ DE LA COLLECTE ET DES PRIX À LA CONSOMMATION QUI ATTEIGNENT DES SOMMETS EN 2023

- **La collecte laitière française a affiché un recul préoccupant contrairement au reste de l'Europe où elle est restée stable.** Ce déclin, attribué en partie à des épisodes climatiques extrêmes tels que la sécheresse et les pluies abondantes du second semestre, a confirmé les inquiétudes des professionnels du secteur concernant la tendance baissière durable de la collecte. Après l'explosion des coûts de production agricoles en 2022, ils se sont stabilisés en 2023, en demeurant à des niveaux élevés. Sur le plan des prix à la ferme, la France a fait figure d'exception en Europe : le prix du lait s'est maintenu à un niveau relativement élevé tandis qu'en Europe il a fortement chuté, entraîné par le plongeon des cours des ingrédients laitiers.
- **Les prix des produits alimentaires en général ont atteint des sommets historiques en mars 2023,** avant de se stabiliser à des tarifs élevés. Les consommateurs ont modifié leurs habitudes : ils ont réduit les volumes achetés et ont choisi des produits plus économiques. Dans ce contexte, les produits laitiers, malgré une hausse de prix de 20 à 30 % depuis 2022, ont mieux résisté. Cependant, le phénomène de « descente en gamme » s'est accentué plus d'un produit laitier sur deux est désormais acheté sous marque distributeurs.

HAUSSE DES CHIFFRES D'AFFAIRES MALGRÉ LA BAISSÉ DES VOLUMES TRANSFORMÉS. LA RENTABILITÉ DE LA FILIÈRE S'AMÉLIORE SAUF POUR LES SPÉCIALISTES

- **En termes de volume, les industriels ont subi le recul de la collecte et ont vu la quantité de matière utile transformable réduite de près de 2 % (source Idele).** Au niveau tarifaire, ils ont profité d'un effet de rattrapage

lors des négociations annuelles avec la grande distribution. De ce fait, les chiffres d'affaires ont augmenté cette année encore. Les coûts de production ont atteint des sommets début 2023. Certes la situation s'est stabilisée au cours de l'exercice mais les postes énergie et personnel ont continué de peser lourdement.

- **Globalement, la rentabilité de la filière Lait a progressé** à l'exception des Spécialistes qui ont subi l'effondrement des cours des ingrédients laitiers et certaines PME notamment les fruitières des zones AOP qui ont traversé une deuxième année de baisse des volumes vendus.

L'ABSENCE DE REPRISÉ DES INVESTISSEMENTS A UN IMPACT FAVORABLE SUR LA SITUATION FINANCIÈRE DES ENTREPRISES

- **Sur le plan des investissements, l'année 2023 est restée comparable à 2022.** Cette stagnation traduit à la fois une situation de surcapacité de certains secteurs, et un niveau d'attente face à un contexte économique incertain. Toutefois, cela a permis aux entreprises, cette année encore, d'améliorer leurs ratios d'endettement.
- **Les risques des entreprises du secteur évoluent peu,** ils restent d'un très bon niveau.



ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

MÉTHODOLOGIE D'ANALYSE

- L'échantillon se compose d'entreprises et groupes dont le chiffre d'affaires est supérieur à 2 M€. Les données analysées sont issues des bilans 2023, jusqu'au 31 mars 2024.

- L'échantillon est segmenté selon 2 critères :

Par taille, selon le chiffre d'affaires :

- **Petites** 2-10 M€
- **Moyennes** 10-50 M€
- **Grandes** 50-500 M€
- **Leaders** > 500 M€

Par métier :

- **Les Fromagers.** Cette catégorie inclut également les petites coopératives de montagne dites « fruitières ».
- **Les Produits de Grande Consommation hors fromage (PGC).** Sont regroupées sous cette appellation les entreprises à dominante produits laitiers frais, lait de consommation, beurre.
- **Les Multi-Produits.** Ces entreprises sont présentes sur plusieurs familles de produits ; aucune ne prédomine.
- **Les Spécialistes.** Ces entreprises sont principalement positionnées sur les produits industriels secs (poudres, lait infantile, ingrédients alimentaires...) ou spécifiques (glaces, produits ultra-frais à base végétale*...).

- Une évolution est susceptible d'intervenir d'une année sur l'autre au sein de l'échantillon. Elle est liée à la vie des entreprises au sein du secteur : fusions, acquisitions, cessions, cessations d'activité.

* NB : un grand nombre d'acteurs du secteur ultra-frais proposent désormais dans leur gamme des produits à base végétale. Il n'est pas possible de retraiter cette activité dans les comptes, la majorité des entreprises ne fournissant pas de détails.



CONTEXTE MACRO ET PERSPECTIVES

2023/2024 : ÉPISODES CLIMATIQUES EXTRÊMES, FIN DE L'INFLATION, CONSOMMATION RÉILIENTE DES PRODUITS LAITIERS

- **Du côté de l'Amont de la filière, l'année 2023 a été marquée par une nouvelle baisse significative de la collecte laitière**, atteignant des niveaux préoccupants qui contrastent avec les volumes produits par les autres pays producteurs laitiers européens. Les enjeux climatiques restent majeurs, avec un exercice qui a été ponctué d'épisodes météorologiques extrêmes, particulièrement à partir du mois de septembre. L'année 2024 a connu également des conditions météorologiques exceptionnelles : elle figure parmi les 10 années les plus pluvieuses, et les 5 plus chaudes en France. Si ces conditions ont eu des conséquences désastreuses sur la production céréalière, elles ont en revanche favorisé la croissance de l'herbe et la production laitière. Ainsi, **après plusieurs années de déclin, la collecte de lait a enregistré une hausse de près de 1% en 2024**. Cela illustre assez bien les effets contrastés du changement climatique sur la filière laitière, avec un impact défavorable en période de sécheresse tandis qu'une situation très humide peut s'avérer bénéfique. Toutefois, 2024 a été marquée par l'émergence de nouvelles menaces sur la production laitière d'ordres sanitaires en lien avec les évolutions climatiques : les épizooties causées par des maladies vectorielles comme la FCO ou la MHE deviennent de plus en plus fréquentes et s'étendent à de nouvelles zones géographiques.
- **Sur le plan de la consommation à domicile**, dans un contexte marqué par un pic inflationniste au 1er trimestre 2023, la consommation alimentaire à domicile a plongé de 3.2% sur l'ensemble de l'année 2023 (source FCD d'après Insee). En 2024, elle se dégrade encore malgré le tassement des prix. Les produits laitiers ont toutefois montré une certaine résilience : après 2 années de repli, **leur consommation s'est presque stabilisée en 2023, avant de connaître une reprise en 2024**. Cette dynamique positive a profité à la plupart des catégories, à l'exception du lait liquide et du beurre plaquette. **En revanche, le phénomène de descente en gamme s'est accentué** : désormais plus d'un produit laitier sur deux est acheté sous une marque distributeurs. La filière Bio,

en difficulté depuis 2021, continue de souffrir tout comme la filière AOP, traditionnellement solide, qui a enregistré en 2023 une deuxième année consécutive de recul des volumes vendus, et qui n'a vraisemblablement pas connu de rebond en 2024.

- **Le secteur de Restauration hors foyer**, qui capte environ 12% des volumes des produits laitiers, a une fois de plus affiché une belle dynamique en 2023. Toutefois, cela ne s'est pas traduit par une hausse de volumes pour la filière laitière : les consommateurs ont privilégié des menus moins onéreux, et les restaurateurs ont adapté leurs recettes en qualité et en quantité. En 2024, le secteur reste croissant en volume mais connaît un tassement, notamment en restauration commerciale, avec des arbitrages des consommateurs qui s'inscrivent dans la durée.
- **Du côté des acteurs de l'Aval de la filière**, les volumes transformables ont subi la tendance baissière structurelle de la collecte en 2023, tandis qu'ils ont profité de l'éphémère embellie permise par la météo pluvieuse en 2024. Au niveau tarifaire, si des hausses ont pu être négociées avec la grande distribution en début d'année 2023, permettant aux industriels de reconstituer une partie de leurs marges, cela n'a malheureusement pas été le cas en 2024 où les prix des produits agroalimentaires ont été pour ainsi dire « gelés ». Le phénomène de descente en gamme des achats s'est poursuivi en 2023 et en 2024, avec une diminution des ventes en volumes des produits de marques nationales. Les filières BIO et AOP continuent aussi de souffrir de cette situation. Les industriels soutiennent la Bio en maintenant les volumes et les prix différenciés payés aux producteurs, malgré le recul des ventes et des fabrications. Quant aux industriels fromagers des filières AOP ils se sont adaptés, lorsque cela était possible, en régulant la production, en réalisant certains arbitrages de mix-produits (déclassements en IGP, transformation en fromage râpé...) et en gérant les stocks excédentaires.
- Après avoir flambé en 2022 et début 2023, les coûts des matières premières industrielles se sont stabilisés, mais à des niveaux toujours élevés. Parallèlement, l'énergie, les charges liées aux services et à la masse salariale ont continué de s'alourdir, faisant peser une pression supplémentaire sur les rentabilités.

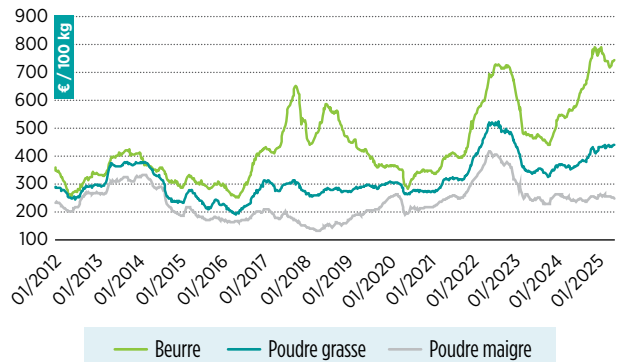
LE PRIX DU BEURRE INDUSTRIEL ATTEINT DES SOMMETS

- **Début 2023, l'Europe a connu une offre laitière abondante, alors que la consommation subissait les effets du contexte inflationniste.** Cette situation a entraîné une baisse des prix des ingrédients laitiers et du lait payé aux producteurs. Cette tendance s'est prolongée jusqu'à l'automne, où les cours ont amorcé une reprise portée par une collecte européenne et mondiale peu dynamique ainsi qu'une augmentation de la demande de beurre aux États-Unis. Ce mouvement s'est poursuivi en 2024, avec le beurre cube atteignant de nouveaux records. En revanche, les poudres ont connu une évolution plus modérée, compte tenu d'une demande chinoise toujours en berne.

DES DÉFIS MAJEURS POUR LA FILIÈRE ET UN RISQUE SUR LES APPROVISIONNEMENTS DES INDUSTRIELS

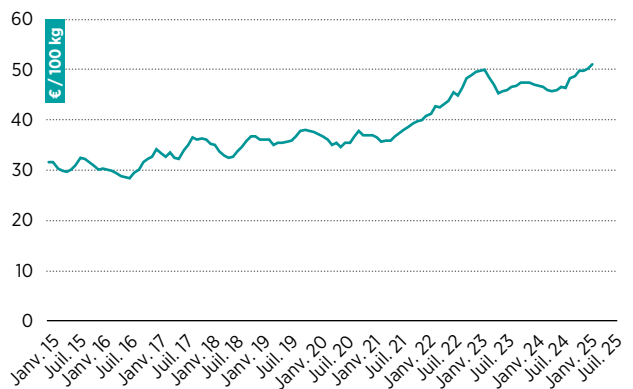
- **La filière reste confrontée à des défis majeurs.** À court terme, le développement des épizooties de FCO et MHE est un risque supplémentaire pour les approvisionnements en Europe et en France. Les répercussions sur la production sont d'ores et déjà bien visibles et menacent fortement la campagne à venir.
- **À moyen et long terme, la compétitivité des industriels laitiers représente un défi crucial** pour maintenir les capacités de production sur nos territoires, dans un contexte fragilisé par la problématique majeure du renouvellement des générations qui menace les volumes de lait. De fait, le problème d'attractivité du métier d'éleveur laitier demeure, il est aggravé ces dernières années par un flux de départs important liés au vieillissement des actifs.
- **La filière laitière est également structurellement exposée à la problématique de la décarbonation** avec la question du financement des transitions, dans un contexte où les distributeurs cherchent plutôt à geler, voire à réduire, le prix de certains produits.

Cours des produits industriels laitiers



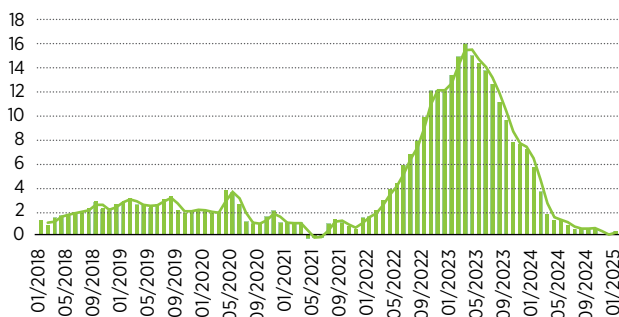
Source : UE.

Prix de la collecte laitière en France



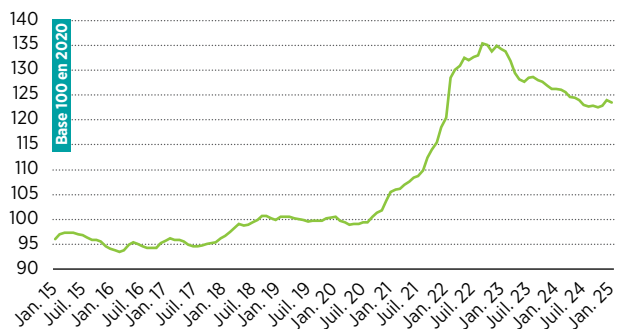
Source : UE.

Indice des prix à la consommation poste alimentation indices mensuels de variation sur 12 mois en %



Source : INSEE.

Ipampa lait de vache

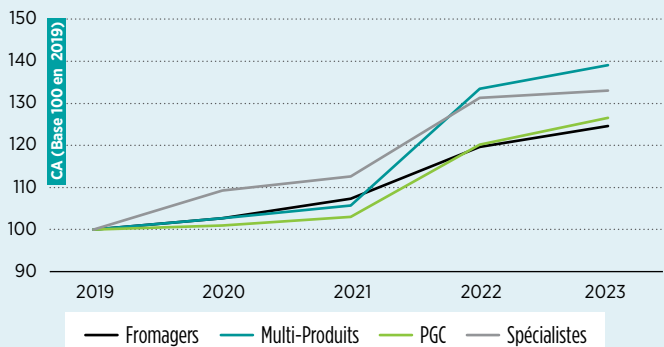


Source : Institut de l'Élevage d'après Insee et Agreste.

ACTIVITÉ

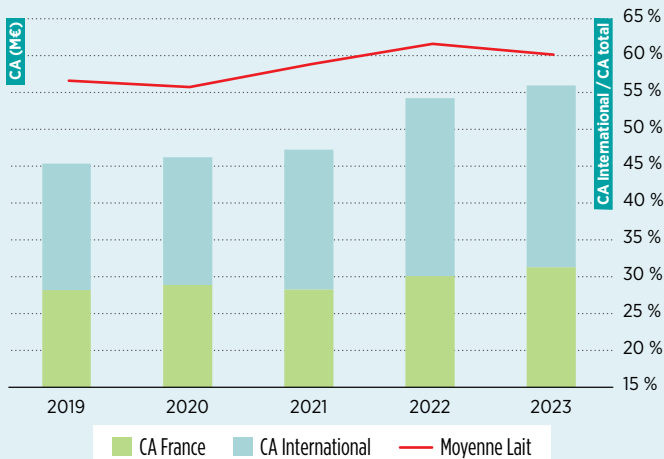
CHIFFRE D'AFFAIRES EN HAUSSE, TIRÉ PAR LA HAUSSE DES PRIX DES PRODUITS LAITIERS EN FRANCE. À L'INTERNATIONAL, LA CROISSANCE EST PLUS LIMITÉE SUITE AU RECU DES INGRÉDIENTS LAITIERS

Évolution du chiffre d'affaires par métier



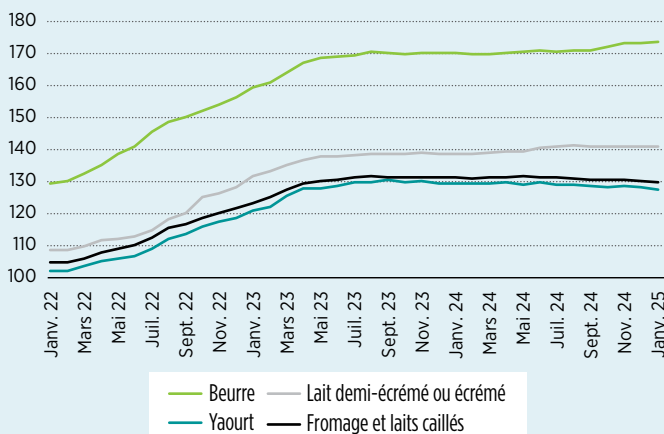
Source : Crédit Agricole S.A.

Évolution du chiffre d'affaires international



Source : Crédit Agricole S.A.

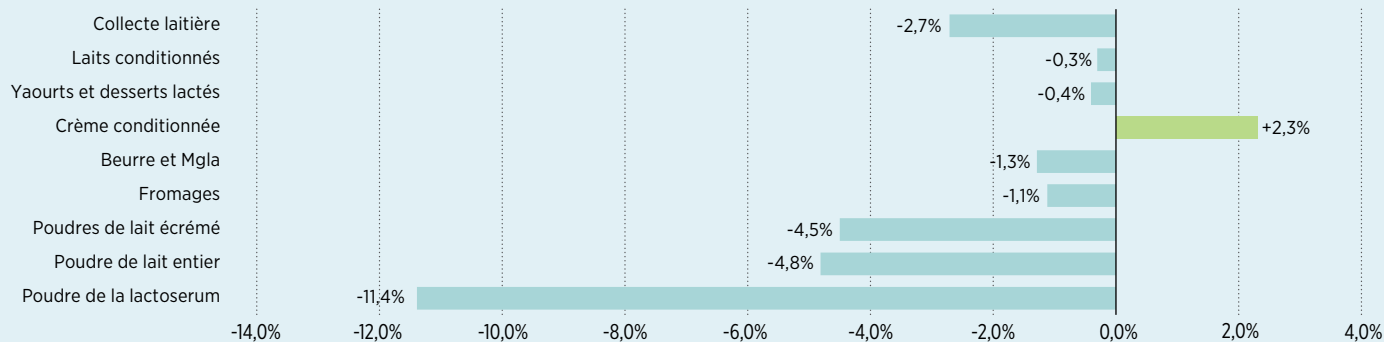
Évolution de l'indice des prix à la consommation des principaux produits laitiers de 2022 à 2024



Source : INSEE.

- **Malgré une baisse des volumes transformés, la filière laitière a enregistré une croissance de 4 % de son chiffre d'affaires en 2023, après une hausse de 21 % l'année précédente.** En France, le chiffre d'affaires progresse de 8 % contre 2 % à l'international. Toutefois, la part de l'international demeure prépondérante et représente près de 60 % de l'activité globale du secteur. Cette proportion résulte des investissements réalisés par les Leaders.
- **En France, la consommation de produits laitiers en 2023 se caractérise à la fois par une stabilité notable des volumes vendus (en équivalent lait) et par un effet de descente en gamme** comme le confirme le gain de 3 points de part de marché des produits vendus sous marque distributeur (source Idele). Dans ce contexte, la croissance du chiffre d'affaires repose essentiellement sur l'effet prix lié aux augmentations tarifaires significatives obtenues auprès de la Grande Distribution en 2022 et en début d'année 2023. Cette hausse a été particulièrement marquée chez les PGC et les Multi-produits de notre échantillon, avec des augmentations qui oscillent entre 7 % et 9 %. En revanche, la progression est plus modérée chez les Fromagers, notamment les nombreuses petites structures situées en zone AOP, où l'activité en France n'a cru que de +5 %. Les Fromagers AOP ont en effet subi une nouvelle année de repli des volumes vendus, rendant les revalorisations tarifaires plus difficiles à appliquer. De leur côté, les Spécialistes, qui regroupent des activités très diverses et dont les évolutions de prix ont varié en fonction des périodes et des débouchés, affichent également une hausse en France, qui s'est limitée à 5 %.
- **À l'international, les dynamiques de volume et de prix varient fortement selon les produits dans un contexte inflationniste qui a également touché nos partenaires commerciaux étrangers.** Selon FranceAgriMer, certains produits comme le lait liquide et les fromages ont enregistré une baisse des volumes en 2023 tandis que d'autres comme les yaourts, la crème et le beurre ont progressé. Les poudres de lait quant à elles sont globalement restées stables en volume, mais ont subi un effondrement des prix de près de 30 %. Ainsi, le chiffre d'affaires à l'international des différentes familles de notre échantillon n'augmente en moyenne que de 2 %, avec des écarts allant d'un recul de 4 % chez les Spécialistes à une hausse de 3 % chez les Fromagers.

Évolution des fabrications françaises de produits laitiers en 2023



Source : ATLA.

Évolution des ventes en volume de produits laitiers sur le marché de détail français en 2023 (%)

| | 2023 |
|---------------------------------------|--------------|
| Lait liquide | -2,1% |
| Beurre matière grasse laitière | -1,3% |
| dont beurre allégé | 12,7% |
| Crème | 3,2% |
| Ultra-frais | -0,4% |
| dont Yaourts | 0,0% |
| dont Fromages frais | -1,0% |
| dont Desserts frais | -2,7% |
| Fromages LS | 0,9% |
| dont Pâtes molles | 1,5% |
| dont Pâtes pressées cuites | 1,4% |
| dont Pâtes persillées | -3,8% |
| dont Pâtes fraîches salées | 4,7% |
| Tous produits laitiers | -0,1% |

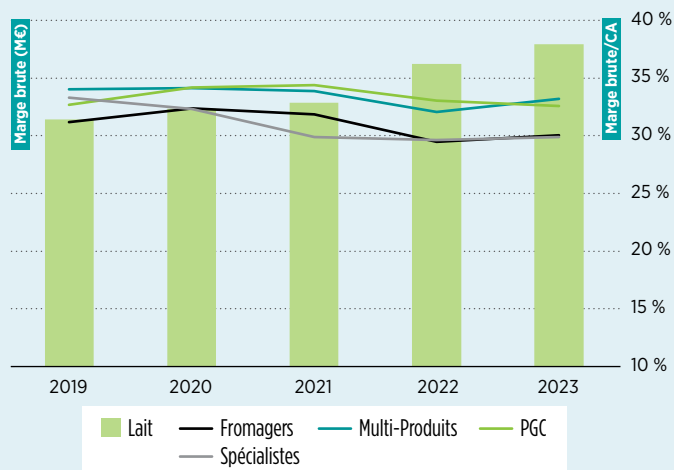
Source : ATLA d'après panel IRI-CNIEL



RENTABILITÉ

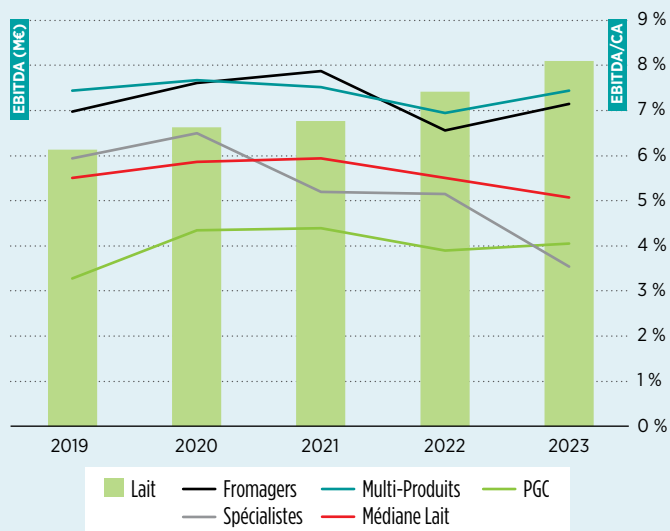
UNE RENTABILITÉ EN HAUSSE POUR LA FILIÈRE, À L'EXCEPTION DES SPÉCIALISTES ET DES PETITES ENTREPRISES

Évolution de la Marge brute et du ratio Marge brute/CA par métier



Source : Crédit Agricole S.A.

Évolution de l'EBITDA et de la marge d'EBITDA (EBITDA/CA) par métier



Source : Crédit Agricole S.A.

- **En valeur absolue, la marge brute de la filière Lait s'est améliorée de 6 % en 2023.** Elle progresse dans tous les métiers avec une augmentation plus marquée chez les Fromagers et les Multiproduits que chez les PGC ou les Spécialistes où elle ne croît que de 2 % seulement. Les industries laitières ont bénéficié d'une hausse de chiffre d'affaires, qui a permis de couvrir globalement les pics d'inflation sur les matières premières agricoles et industrielles. En effet, le lait français a continué de s'apprécier en 2023, tout comme les emballages plastiques qui ont atteint leur point haut en avril avant de refluer légèrement. Le ratio MB/CA de la filière s'améliore de près de 1 point atteignant 33 %, sans toutefois retrouver le niveau 2021 proche de 34 %. Les hausses de chiffre d'affaires 2022 et 2023 n'ont pas suffi à maintenir ce ratio.
- **L'EBITDA de la filière augmente de 9 % en valeur malgré une hausse de 8 % des charges de fonctionnement.** Ces dernières incluent des postes tels que l'énergie, les services et les charges de personnel. L'augmentation de ces charges a absorbé une partie de la progression de la marge brute, et même au-delà chez les Spécialistes, seule famille enregistrant un net recul de l'EBITDA (-30 %).
- **Des disparités existent également selon la taille des entreprises.** Chez les TPE, l'EBITDA recule d'environ 10 %, les charges externes ayant augmenté plus vite que leur marge brute, tandis que les PME affichent une relative stabilité. De fait, si les hausses de prix ont permis d'améliorer la rentabilité des ETI et des Leaders, cela n'a pas été le cas pour les TPE et PME.
- **Le ratio EBITDA/CA de la filière progresse de 0,3 point, sans retrouver les niveaux des années 2019 à 2021.** Tous les métiers enregistrent une hausse de ce ratio, à l'exception des Spécialistes qui subissent un recul de 1,6 point. Ces évolutions varient également selon la taille des entreprises : le ratio des TPE-PME se dégrade, tandis que celui des ETI et des Leaders s'améliore.



PERSPECTIVES RENTABILITÉ

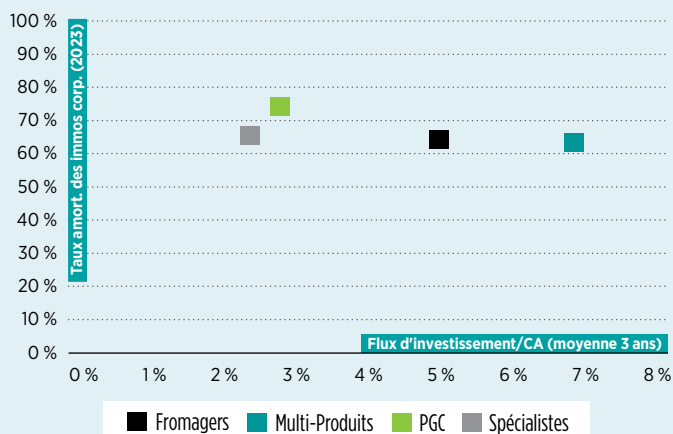
- **En 2024, la collecte s'est redressée**, dopée de façon conjoncturelle par des conditions météorologiques favorables. Au niveau industriel, cela s'est traduit par une hausse de la matière sèche utile de près de 1,1% (source : FranceAgriMer) entraînant une hausse des fabrications.
- **La consommation des produits laitiers a été dynamique**, alors que celle des produits alimentaires dans leur ensemble a continué de se contracter. Les ventes en volumes ont progressé dans presque toutes les catégories de produits laitiers à l'exception du lait liquide en déconsommation chronique. La catégorie de l'ultrafrais a retrouvé des couleurs, avec de belles dynamiques de vente en France notamment pour les yaourts. Les fromages ont confirmé leur robustesse en particulier les pâtes pressées cuites et les pâtes fraîches. Cette consommation témoigne de l'engouement des consommateurs pour les produits laitiers, mais a également été favorisée par le quasi-gel des prix à la consommation des produits alimentaires en général, en raison de l'absence de hausses obtenues auprès de la grande distribution pour l'année 2024.
- En effet, après **le tsunami inflationniste, la vague haussière touche à sa fin**. Les prix alimentaires sont entrés dans une phase de stabilisation avec une évolution annuelle proche de 0% contre une hausse de +7,2% en 2023 (source : Insee). Les distributeurs confrontés à la déconsommation depuis 2 ans, ainsi que les pouvoirs publics ont exercé des fortes pressions pour freiner l'augmentation des prix allant même jusqu'à préconiser des baisses sur certains produits.
- **En termes de charges, les prix des matières premières industrielles se sont stabilisés**, tandis que ceux de l'énergie ont tendance à baisser. Cependant, la déflation ne concerne pas les services et les charges de personnel qui demeurent élevés.
- **Quant à la matière première laitière, le prix moyen 2024 a été comparable à celui de 2023. Toutefois, il est orienté à la hausse depuis juillet**, sous l'effet de la montée des cours des ingrédients laitiers, et des inquiétudes liées aux épizooties. Les industriels sont soucieux de préserver la ressource laitière, ils ont appliqué des hausses de prix en fin d'année 2024 conformément à leurs formules de calcul, avant d'entrer en phase de négociation avec les distributeurs, durant laquelle les prix agricoles doivent bénéficier d'une protection dans le cadre de la loi Egalim.
- **Les négociations commerciales 2025 ont été difficiles avec un écart significatif entre les attentes des industriels et celles des distributeurs**. Elles ont finalement abouti à une quasi-stabilité des prix des produits agroalimentaires (source : FCD). **Toutefois, la filière laitière aurait bénéficié d'une très légère revalorisation** qui se traduira par une hausse de quelques centimes d'euros sur les yaourts et les fromages (source : FNIL).
- **Bien que les ventes en volumes de produits laitiers aient rebondi en 2024, la rentabilité des industriels laitiers pâtit de l'absence de hausse de prix et de la descente en gamme**. La compétitivité industrielle reste néanmoins un enjeu majeur tant au niveau national que régional, s'ajoutant aux défis liés à l'attractivité des métiers du lait en amont comme en aval de la filière. Par ailleurs, la filière doit dégager des ressources suffisantes pour financer les coûts de transition
- **Enfin, les alternatives végétales ne représentent pas une menace immédiate** bien qu'elles connaissent un léger développement, notamment les jus végétaux, et profitent d'un certain attrait auprès des jeunes.



STRUCTURE FINANCIÈRE

PAS DE REPRISE DES INVESTISSEMENTS

Flux d'investissement/CA et amortissement des outils de production

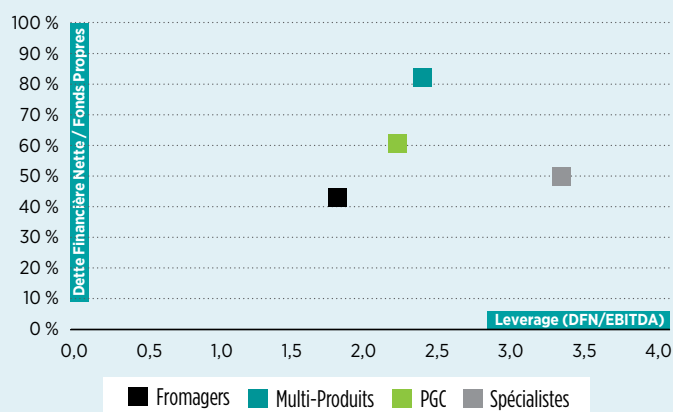


Source : Crédit Agricole S.A.

- **Le ratio Flux d'investissement/CA évolue légèrement, passant de 3,6% à 3,8%.** Cette légère progression s'explique essentiellement par le renchérissement des biens d'équipements industriels. En valeur, les investissements réalisés sur l'année se situent à un niveau largement en dessous de ceux de 2019 et 2021. Cette situation reflète à la fois les incertitudes liées au contexte économique global, et la situation surcapacitaire de certaines familles. En effet le ratio [Flux d'investissement de l'année/CA] des PGC et des Spécialistes est inférieur de 1 à 2 points à la moyenne de la filière Lait. Cette tendance est à mettre en perspective avec le taux d'amortissement de l'outil qui dépasse la moyenne Lait de 10 points pour les PGC, et de 3 points pour les Spécialistes.
- **Les écarts sont également marqués selon la taille des entreprises.** Les TPE ont réduit de moitié les investissements, tandis que les PME les ont diminués de près de 10%. Cette tendance qui concerne un grand nombre d'entreprises et de territoires constitue un signal préoccupant.
- **Au niveau global de la filière, le taux d'amortissement des équipements reste relativement stable.** Toutefois il se détériore d'un point chez les Fromagers et les Spécialistes. Et selon la taille des entreprises, il se dégrade également d'un point chez les PME, tandis qu'il demeure stable chez les TPE qui avaient subi une dégradation en 2022.

DES RATIOS FINANCIERS QUI S'AMÉLIORENT ENCORE CETTE ANNÉE

Positionnement 2023 de chaque métier selon leurs ratios de Gearing et Leverage

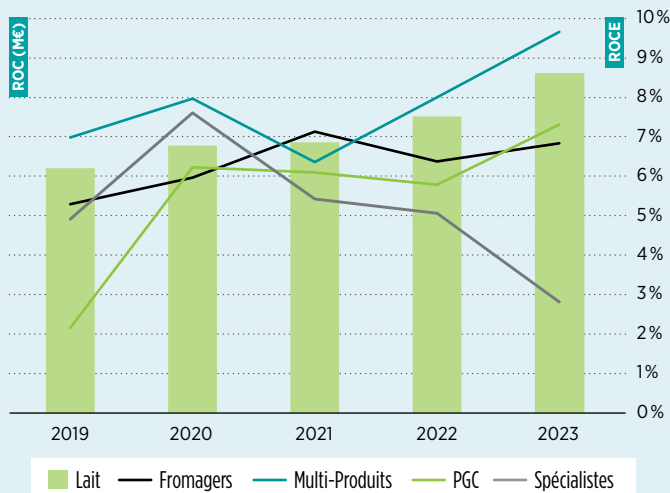


Source : Crédit Agricole S.A.

- **La structure financière de la filière continue de s'améliorer. Le ratio de leverage passe de 2,5 à 2,3,** maintenant la filière au niveau des plus solides de l'agroalimentaire. Cette amélioration est générale sur tous les métiers et les tailles d'entreprises, à l'exception des Spécialistes dont le ratio se détériore, passant de 2.3 à 3.3 en raison de la baisse de la rentabilité. Le faible niveau d'investissement contribue à renforcer les structures financières.
- **Les fonds propres se maintiennent à 34% du total bilan.**
- **Le gearing (dette nette / fonds propres) est en amélioration de 3 points à 66%.**
- **Les coopératives affichent une nouvelle fois un meilleur ratio de gearing que les sociétés de droit commercial.** Dans notre échantillon, on les retrouve souvent sur le marché des AOP, sur des structures de taille moyenne ou petite, avec des niveaux de rentabilité historiques qui ont été supérieurs à la moyenne : le recul de rentabilité cette année affecte assez peu leur structure de bilan. Par ailleurs, les coopératives sont également présentes dans d'autres familles telles que PGC, Spécialistes, Multi-produit : en général, ces structures réalisent peu d'opérations de croissance externe, à l'exception de certains Leaders.

UNE RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE EN AMÉLIORATION

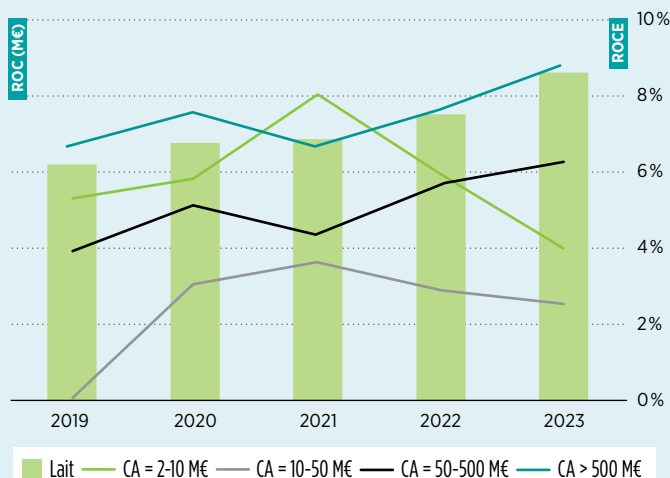
Évolution de la rentabilité économique (ROCE) par métier



Source : Crédit Agricole S.A.

• Le ROCE s'est amélioré pour l'ensemble de notre échantillon, atteignant 8,5 % en 2023 contre 7,4 % en 2022. Cette progression s'explique par l'augmentation générale du ROC malgré une hausse de 11% du BFR dans la filière. Cependant, les Spécialistes qui connaissent une baisse significative de leur rentabilité affichent assez mécaniquement un ROCE en recul. On observe également une forte diminution du ROCE chez les TPE-PME, notamment les plus petites d'entre elles, telles que les fromageries de type fruitière, en raison des difficultés rencontrées par la filière AOP et les surcoûts de fonctionnement en zone de montagne (services, énergie, transport).

Évolution de la rentabilité économique (ROCE) par taille



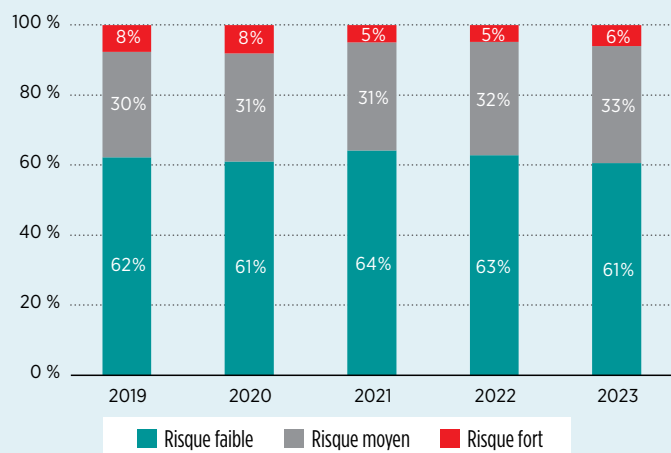
Source : Crédit Agricole S.A.



PROFIL DE RISQUE

UN RISQUE QUI RESTE TRÈS SATISFAISANT

Évolution du profil de risque sur 5 ans



Source : Crédit Agricole S.A.

- **La filière présente toujours un bon niveau de risque.** La part avec un profil de risques forts reste à un faible niveau, malgré une légère hausse d'un point cette année.
- **Les ETI et Leaders présentent très peu de risques forts sur l'exercice étudié.**
- **La différence selon le statut n'est pas un critère sur le plan des risques.** De fait, les coopératives sont même plus présentes en risque faible, ce qui traduit leur situation financière en moyenne meilleure sur l'exercice.



CHIFFRES CLÉS

| PAR TAILLE | 2-10 M€ | 10-50 M€ | 50-500 M€ | > 500 M€ | Total Lait | Total IAA* |
|-----------------------------------|---------|----------|-----------|----------|------------|------------|
| ACTIVITÉ & RENTABILITÉ | | | | | | |
| Part à l'international | 2% | 10% | 23% | 65% | 60% | 30% |
| Marge brute/CA | 30% | 32% | 30% | 33% | 33% | 33% |
| VA/CA | 15,6% | 15,6% | 14,3% | 19,3% | 18,8% | 18,1% |
| Personnel/VA | 66,0% | 65,6% | 58,7% | 64,6% | 64,3% | 54,8% |
| EBITDA/VA | 34,9% | 32,5% | 36,7% | 37,8% | 37,6% | 43,2% |
| EBITDA/CA | 5,5% | 5,1% | 5,2% | 7,3% | 7,1% | 7,8% |
| Résultat net/CA | 1,8% | 3,2% | 2,1% | 1,5% | 1,6% | 3,2% |
| CAF/CA | 5,1% | 5,5% | 3,9% | 5,4% | 5,3% | 5,6% |
| ROCE | 4,0% | 2,6% | 6,3% | 8,8% | 8,5% | 8,5% |
| STRUCTURE FINANCIÈRE | | | | | | |
| Flux d'investissement/CA | 3,9% | 3,1% | 2,8% | 3,9% | 3,8% | 3,6% |
| Flux d'investissement/VA | 24,8% | 19,7% | 19,6% | 20,0% | 20,0% | 19,9% |
| Taux amort immos corp | 67,2% | 68,0% | 73,2% | 63,6% | 64,3% | 61,9% |
| Fonds propres/Bilan | 46,3% | 56,1% | 42,7% | 33,0% | 34,3% | 41,2% |
| Dettes brutes/Bilan | 25,7% | 22,1% | 28,1% | 34,5% | 33,7% | 30,1% |
| Dette nette/EBITDA | 2,1 | 2,3 | 2,3 | 2,2 | 2,3 | 2,5 |
| BFR (en j CA) | 45 | 58 | 45 | 12 | 16 | 60 |
| Stocks (en j CA) | 49 | 45 | 39 | 44 | 44 | 74 |
| Disponibilités/passif courant | 37,9% | 31,7% | 23,5% | 27,0% | 27,0% | 18,0% |
| Dette Nette/Fonds propres | 31,4% | 25,5% | 50,9% | 70,7% | 66,7% | 58,4% |

* Chiffres de Tout IAA de l'Observatoire des IAA de mars 2025

| PAR MÉTIER | Fromagers | Multi-Produits | PGC | Spécialistes | Total Lait | Total IAA* |
|-----------------------------------|-----------|----------------|-------|--------------|------------|------------|
| ACTIVITÉ & RENTABILITÉ | | | | | | |
| Part à l'international | 57% | 67% | 16% | 38% | 60% | 30% |
| Marge brute/CA | 30% | 33% | 33% | 30% | 33% | 33% |
| VA/CA | 19,4% | 19,7% | 10,2% | 12,8% | 18,8% | 18,1% |
| Personnel/VA | 80,5% | 56,0% | 92,8% | 65,2% | 64,3% | 54,8% |
| EBITDA/VA | 36,9% | 37,7% | 39,8% | 27,7% | 37,6% | 43,2% |
| EBITDA/CA | 7,2% | 7,4% | 4,1% | 3,5% | 7,1% | 7,8% |
| Résultat net/CA | 1,8% | 1,4% | 1,0% | 1,7% | 1,6% | 3,2% |
| CAF/CA | 5,4% | 5,5% | 2,5% | 3,2% | 5,3% | 5,6% |
| ROCE | 6,8% | 9,7% | 7,3% | 2,8% | 8,5% | 8,5% |
| STRUCTURE FINANCIÈRE | | | | | | |
| Flux d'investissement/CA | 4,1% | 3,9% | 2,7% | 1,9% | 3,8% | 3,6% |
| Flux d'investissement/VA | 21,0% | 19,6% | 26,7% | 15,2% | 20,0% | 19,9% |
| Taux amort immos corp | 64,0% | 63,3% | 74,3% | 66,7% | 64,3% | 61,9% |
| Fonds propres/bilan | 39,8% | 31,0% | 33,2% | 40,9% | 34,3% | 41,2% |
| Dettes brutes/bilan | 30,1% | 35,6% | 26,3% | 30,2% | 33,7% | 30,1% |
| Dettes fin nettes/EBITDA | 1,8 | 2,4 | 2,2 | 3,3 | 2,3 | 2,5 |
| BFR (en j CA) | 25 | 9 | 12 | 45 | 16 | 60 |
| Stocks (en j CA) | 46 | 46 | 23 | 39 | 44 | 74 |
| Disponible/passif courant | 33,4% | 23,8% | 18,5% | 22,5% | 27,0% | 18,0% |
| Dette Nette/Fonds propres | 43,1% | 82,3% | 60,5% | 49,7% | 66,7% | 58,4% |

* Chiffres de Tout IAA de l'Observatoire des IAA de mars 2025

L'OBSERVATOIRE 38

L'Observatoire financier des entreprises agroalimentaires - Mai 2025

Directeur de la publication : Jean-Pierre TOUZET

Rédacteur en chef : Béatrice EON de CHEZELLES

Rédaction réalisée par les experts de la Direction de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire de Crédit Agricole S.A. : Élisabeth AMARGER, Carole BONZON, Jacques DEVOUCOUX du BUYSSON, Béatrice EON de CHEZELLES, Leonid EVSTRATOV, Axel RETALI.

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A., à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager leur responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication. Réalisation : Atelier ART6 - Photos : 123rf - IStock.

GLOSSAIRE

Part à l'international

- **Calcul :** Chiffre d'affaires réalisé hors de France/chiffre d'affaires.
- Inclus les exportations depuis la France ainsi que les ventes réalisées par les filiales du groupe établies hors de France.

Marge brute

- **Calcul :** Chiffre d'affaires hors taxes – achats de marchandises et matières premières – variation des stocks.

Marge industrielle

- **Calcul :** Rentabilité d'exploitation (EBITDA)/valeur ajoutée (VA).
- Le taux de marge industrielle permet de mesurer la part de la valeur ajoutée qui n'est pas utilisée pour rémunérer le travail des salariés et payer les impôts. Elle traduit la part qui reste acquise à l'entreprise. Ce ratio permet d'évaluer la rentabilité d'exploitation d'une entreprise indépendamment des fluctuations du chiffre d'affaires liées à la volatilité des intrants.

Valeur ajoutée

- **Calcul :** Marge brute – charges externes.
- La valeur ajoutée traduit le supplément de valeur donné par l'entreprise, dans son activité, aux biens et aux services en provenance des tiers.

EBITDA

- **Calcul :** Chiffre d'affaires hors taxes – Achats et charges externes – Charges de personnel – Autres charges.
- L'EBITDA est le solde entre les produits d'exploitation et les charges d'exploitation qui ont été consommées pour obtenir ces produits. Il correspond donc au résultat du processus d'exploitation, et diffère du résultat d'exploitation dans la mesure où il ne prend pas en compte les dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation d'actif.

Besoin en fonds de roulement (BFR)

- **Calcul :** Stocks + clients + autres créances exploitation et hors exploitation – Fournisseurs – autres dettes d'exploitation et hors exploitation.
- Le besoin en fonds de roulement (BFR) d'une entreprise est la somme de son BFR d'exploitation et de son BFR hors exploitation. Le BFR d'exploitation représente le solde des emplois et des ressources d'exploitation (soit en simplifiant : stocks + clients - fournisseurs). Il correspond aux ressources mobilisées par l'entreprise pour financer son cycle d'exploitation (ou généré par celui-ci lorsque ce BFR est négatif).

Rentabilité des capitaux employés (ROCE)

- **Calcul :** (Résultat opérationnel courant – impôt sur les sociétés)/ (Actif immobilisé net + besoin en fonds de roulement).
- C'est le rapport entre l'accroissement de richesses et les capitaux investis, qui évalue si l'entreprise est en mesure de créer de la valeur. Il indique la rentabilité économique des actifs mobilisés.

Capacité d'autofinancement

- **Calcul :** Résultat net +/- dotations récurrentes nettes aux amortissements et provisions immos +/- gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur +/- autres produits/charges nets calculés (plus-values, quote-part...).
- La capacité d'autofinancement après frais financiers et impôts mesure l'ensemble des ressources internes générées par l'entreprise. Sans impact pour la trésorerie.

Flux d'investissement

- **Calcul :** Acquisitions nettes d'immobilisations (y compris cessions et dotations aux amortissements) – subventions d'investissement reçues – dividendes reçus +/- autres flux d'investissement.
- Montant dédié aux investissements chaque année. Le flux d'investissement peut également être apprécié sur plusieurs années.

Taux d'amortissement des outils

- **Calcul :** $(1 - \text{Immobilisations nettes} / \text{Immobilisations brutes}) \times 100 \%$.
- Le taux d'amortissement des outils correspond à la perte de valeur, sur le plan comptable, des immobilisations de l'entreprise. Il est exprimé en pourcentage.

Disponible/passif courant

- **Calcul :** (Valeurs mobilières de placement + Disponibilités)/ Passif Courant.
- C'est la capacité à faire face au passif exigible à court terme, avec une trésorerie immédiatement mobilisable. Elle est un indicateur de l'indépendance financière.

Ratio de leverage

- **Calcul :** $(\text{Total dettes bancaires et financières} - \text{disponibilités}) / \text{EBITDA}$.
- Durée théorique de remboursement de la dette financière nette, en années d'EBITDA. Le leverage indique la capacité de remboursement des dettes contractées.

Dette financière nette (DFN)

- **Calcul :** Total dettes bancaires et financières – Disponibilités.
- Il s'agit de la dette financière de l'entreprise retraitée de ses liquidités.

Ratio de gearing

- **Calcul :** $(\text{Total dettes bancaires et financières} - \text{Disponibilités}) / \text{Fonds Propres}$.
- Il met en évidence la solidité de la structure financière du groupe, au niveau de son bilan.

L'OBSERVATOIRE

L'Observatoire financier des entreprises agroalimentaires

CONSULTEZ NOS PUBLICATIONS EN LIGNE



<https://etudes-economiques.credit-agricole.com>

- ▶ Rubrique Secteur
- ▶ Agriculture et Agroalimentaire

Édité par **Crédit Agricole S.A.** - Mai 2025

Société Anonyme au capital de 9 077 707 050 euros,
immatriculée au R.C.S de Nanterre sous le numéro SIREN : 784 608 416
12, place des États-Unis, 92127 Montrouge cedex